
Colombie : le palmier « maquillé de vert » aggrave la menace envers la souveraineté alimentaire et les droits de l'homme

On dirait une gifle. L'agro-industrie du palmier à huile a choisi précisément le 16 octobre, Journée mondiale de la souveraineté alimentaire, et le pays d'Amérique latine le plus affecté par le palmier à huile – la Colombie – pour célébrer la première réunion latino-américaine de la « Table ronde du palmier à huile durable » (RSPO).

Il s'agit d'une tentative de la part des cultivateurs de palmiers – jouissant présentement d'un élan de prospérité grâce à la possibilité de destiner leur produit à la production de biocarburant – d'acquérir la certification de la Table. Ils cherchent un « maquillage vert » qui leur permettra de déjouer la publicité négative qu'ont reçue les biocarburants en raison de la crise alimentaire et aussi à cause des terribles violations des droits de l'homme que les communautés colombiennes ont subi, dans la douleur et le sang.

Le refus catégorique des organisations sociales et environnementales colombiennes aux tentatives d'expansion des monocultures de palmier dénonce que, loin d'apporter une solution à la crise climatique, les monocultures ont pour effet « que les terres ne soient plus destinées à la production d'aliments et, par conséquent, créent une plus grande dépendance des peuples envers les grandes multinationales. De vastes étendues de terre sont consacrées aux plantations dont proviendront les biocarburants ; des forêts tropicales sont déboisées pour planter des milliers d'hectares de palmier à huile, de canne à sucre et d'autres cultures. » « Dans plusieurs cas, les plantations de palmier s'étendent sur les territoires de communautés déplacées » à force de répression, de mort et de misère. (disponible en anglais http://www.wrm.org.uy/subjects/agrofuels/Declaration_Social_Organizations_Communities_Regarding_RTSP.html)

Mais ce n'est pas seulement en Colombie qu'il existe des preuves des graves impacts des monocultures de palmier à huile. L'Indonésie, la Malaisie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Cameroun, l'Ouganda, la Côte d'Ivoire, le Cambodge, la Thaïlande, l'Équateur et d'autres peuvent témoigner de ce que ces monocultures ont pour effet : la violation des droits à l'alimentation et à la souveraineté alimentaire, la violation des droits de l'homme, l'appropriation illégale de territoires, la déforestation de forêts tropicales, l'augmentation des changements climatiques, la menace qu'elles supposent pour des millions d'indigènes, les conflits pour la possession des terres, l'augmentation de l'utilisation d'agrotoxiques, pour ne nommer que quelques-uns des impacts mentionnés dans une déclaration internationale impulsée par le Réseau d'alternatives à l'impunité et à la globalisation du marché, contre la Table ronde du palmier à huile durable et en appui aux organisations colombiennes (en anglais

http://www.wrm.org.uy/subjects/agrofuels/International_Declaration_RTSP.pdf). La déclaration internationale est née de la Rencontre Territoire et Vie, célébrée à Udine, Italie, en septembre dernier et où l'on a travaillé avec diverses thématiques ayant pour dénominateur commun l'imposition de modèles de société et d'économie qui détruisent les peuples, affectent profondément l'environnement et convertissent les territoires de vie en territoires de mort, de torture, de négation des droits et de transformation de l'être en marchandise. Les monocultures de palmier ont été dénoncées en tant qu'expression de ce pillage de la part des intérêts commerciaux qui exploitent les

écosystèmes et les ressources naturelles pour alimenter la consommation et le bien-être social d'une très petite portion de l'humanité – principalement au Nord – et privent à une portion importante de l'humanité des conditions minimales de survie. Nous vous invitons à adhérer à la déclaration en envoyant un message qui mentionne le nom et le pays d'où provient l'organisation à l'adresse suivante : unsustainablepalmoil@gmail.com.

La Table ronde du palmier à huile durable « est un instrument d'expansion du commerce du palmier et non pas une authentique stratégie pour en contenir les impacts environnementaux et sociaux. Plusieurs des entreprises membres de la RSPO continuent à détruire de grandes zones de forêt humide et à violer les droits de l'homme, comme c'est le cas de Wilmar International sur l'île de Bugala (Ouganda), PT SMART, Agro Group et IOI Group en Indonésie, FEDEPALMA en Colombie, Unilever en Indonésie, en Malaisie et en Côte d'Ivoire », dénonce la déclaration. On passe sous silence « les crimes graves, les irrégularités et le contrôle paramilitaire en lien avec l'agrocommerce du palmier à huile.

En peu de mots, un argument de poids pour rejeter la Table ronde du palmier à huile durable est que les principes et critères que propose la RSPO pour définir la durabilité incluent les plantations à grande échelle. La monoculture de palmier à huile « comme toutes les monocultures agroindustrielles, N'EST PAS ni ne pourra JAMAIS être durable ».

Ce dont on a besoin c'est d'un changement, un changement radical dans la façon «de produire, transformer, commercialiser et consommer les produits de l'agriculture et du bétail ». C'est pourquoi il est nécessaire, entre autres choses, de : stopper la production industrielle d'aliments qui contribuent au changement climatique et à la destruction des petites communautés rurales ; mettre fin à la privatisation des ressources naturelles ; démanteler les entreprises d'agrocommerce, la spéculation financière sur les matières premières et les politiques économiques et commerciales responsables de la crise (et de l'urgence) alimentaire ; remplacer l'agriculture industrialisée par l'agriculture paysanne et familiale durable appuyée par de vrais programmes de réforme agraire ; consommer moins d'énergie et produire localement de l'énergie solaire et éolienne ainsi que du biogaz au lieu de promouvoir les biocarburants à grande échelle ; implanter des politiques d'agriculture et de commerce au niveau local, national et international qui appuient l'agriculture paysanne durable et la consommation d'aliments locaux et écologiques, ce qui implique l'abolition complète des subventions qui mènent à la compétition déloyale qu'engendrent les aliments subventionnés.

Les organisations colombiennes, pour leur part, réclament « la cessation de l'expansion, sur les terres des communautés locales, des plantations de palmier et du traitement des matières premières dans le but de produire des biocarburants destinés au ravitaillement de marchés et de consommations non durables, et pour lesquels nous devons sacrifier notre patrimoine et nos territoires ». En échange, ils réclament « une politique rurale qui permette aux communautés locales de demeurer sur leurs territoires et de fortifier leurs formes de production traditionnelles et leur souveraineté alimentaire ». Pour ce faire il est nécessaire de « reconnaître et de respecter les droits des communautés locales sur leurs territoires et leur patrimoine, et de dédommager les victimes du modèle agro-industriel de la culture du palmier à huile dans le pays. »

Au moment de publier ce bulletin, nous recevons une triste nouvelle : le 14 octobre, un leader communautaire de la zone de Curvarado, WALBERTO HOYOS RIVAS, a été abattu par les paramilitaires au service de l'agro-industrie qui a envahi les terres communales pour élargir les plantations de palmier à huile dans la région.

